

3 AVRIL 2020

La Région Bourgogne-Franche-Comté lance, en partenariat avec Bpifrance, le prêt Rebond BFC, un prêt de soutien à la trésorerie pour les TPE et PME.

Marie-Guite Dufay, Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté et Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance, lancent aujourd'hui le Prêt Rebond BFC qui s'inscrit dans le plan national de soutien d'urgence aux entreprises dont l'activité est affectée par l'épidémie du Coronavirus (Covid-19).

Afin de soutenir les entreprises qui rencontrent des difficultés liées à la crise sanitaire COVID - 19, la Région Bourgogne-Franche-Comté a sollicité Bpifrance pour mettre en place un prêt à taux zéro, de soutien au fond de roulement, le « prêt Rebond BFC ».

Ce prêt est cofinancé par le Fonds FEDER REACT EU Cap Rebond, soutenu par le Fonds Européen de Développement Régional / Financement dans le cadre de la réponse de l'Union européenne à la pandémie de COVID 19.

Le prêt Rebond BFC s'adresse aux TPE et PME tous secteurs d'activité¹ qui ont plus d'un an d'activité ainsi qu'un bilan. D'un montant de 10 000 à 200 000 € (dans la limite des fonds propres de l'entreprise), ce prêt à taux zéro est d'une durée de 7 ans et bénéficie d'un différé de remboursement de 2 ans. Il est accordé sans prise de garantie sur les actifs de l'entreprise ou le patrimoine du dirigeant. Il est toujours associé à un prêt bancaire garanti, du même montant

Via le Prêt Rebond BFC, la Région et Bpifrance entendent renforcer la trésorerie des entreprises de la région pour leur permettre, dans un contexte exceptionnel de résoudre durablement leurs besoins de trésorerie.

La dotation de la région de 4,5 M€ permettra d'injecter directement et durablement 23,85 M€ dans la trésorerie des entreprises. La région prend également en charge les frais bancaires. Ce dispositif mis en place conjointement par la Région et Bpifrance est une mesure supplémentaire aux Prêts Garantie par l'Etat (PGE) de court terme accordés par les banques.

Contacts presse

Bpifrance
Laure Schlagdenhauffen
Tél. : 01 41 79 85 38
laure.schlagdenhauffen@bpifrance.fr

Région Bourgogne-Franche-Comté
Marie Souverbie
Marie.souverbie@bourgognefranchecomte.fr – 03 80 44 34 66
Laure Hubidos
Laure.hubidos@bourgognefranchecomte.fr – 03 81 61 61 08

¹ * Sont exclues: les SCI, les entreprises d'intermédiation financière, les entreprises de promotion et de locations immobilières, les entreprises agricoles ayant un CA inférieur à 750 000€.

A propos de Bpifrance

Bpifrance finance les entreprises – à chaque étape de leur développement – en crédit, en garantie et en fonds propres. Bpifrance les accompagne dans leurs projets d'innovation et à l'international. Bpifrance assure aussi leur activité export à travers une large gamme de produits. Conseil, université, mise en réseau et programme d'accélération à destination des startups, des PME et des ETI font également partie de l'offre proposée aux entrepreneurs.

Grâce à Bpifrance et ses 50 implantations régionales, les entrepreneurs bénéficient d'un interlocuteur proche, unique et efficace pour les accompagner à faire face à leurs défis.

Plus d'information sur : www.Bpifrance.fr - <https://presse.bpifrance.fr/>

Suivez-nous sur Twitter : @Bpifrance - @BpifrancePresse

A propos du SRDEII Bourgogne-Franche-Comté 2017-2021

L'action publique doit faciliter l'initiative entrepreneuriale, agir sur les leviers de compétitivité des entreprises et aménager un territoire attractif, riche d'un environnement et d'un cadre de vie de qualité. Le partenariat renouvelé entre l'initiative privée et l'action publique doit permettre de créer des emplois, de donner du sens aux parcours professionnels de chacun, de créer de la valeur ajoutée à partager équitablement entre les acteurs. C'est sur ces bases que le SRDEII souhaite créer une synergie régionale fructueuse pour le développement et l'emploi et qu'il décline 4 ambitions majeures :

1. Proposer un accompagnement complet et réactif au service des dynamiques d'entreprises ;
2. Agir avec force sur les leviers de compétitivité : innovation, compétences, internationalisation, mutations écologiques et numériques, performance industrielle ;
3. Déployer une action économique au plus près des territoires ;
4. Instaurer une gouvernance coopérative des acteurs du développement économique.